

Après la disparition du rideau de fer :
la nouvelle frontière

En Europe de l'Est et dans les Balkans : sur les ruines du socialisme

par Sabrina Adamoli

Engagés dans une importante mutation politique, les pays de l'Europe centrale et orientale ont, dans la perspective du libre échange et de la concurrence, reconverti leurs systèmes économiques. Les organisations criminelles, locales ou étrangères, ont, comme l'aurait fait toute entreprise légale, exploité cette opportunité pour élargir le champ de leurs activités, s'introduire dans la sphère économique et politique, investissant leur argent sale dans le système financier, corrompant hommes politiques et fonctionnaires de l'administration publique.

Les groupes criminels et leurs activités

Les mafias de l'Europe centrale et orientale occupent, de par leur rapide expansion et de par la masse croissante des gains illicites réalisés, une place de plus en plus grande dans le panorama international de la criminalité organisée. Des groupes locaux s'y sont implantés et se sont développés au niveau international. Des groupes étrangers ont commencé à s'y introduire.

Le taux de criminalité est dans ces pays en constante progression. La Bulgarie est, après la Chine, le second producteur mondial de CD pirates, une des plus lucratives activités des groupes criminels. Elle est au cinquième rang pour les vols avec effraction, après l'Ouganda, la Tanzanie, la Bolivie, la Mongolie. On commet en Roumanie un homicide toutes les treize heures. Le taux de criminalité y est monté de 414 pour 100 000 habitants en 1990 à 1 423 en 1996. La police a arrêté 330 personnes impliquées dans des opérations de recyclage d'argent et démantelé 27 organisations criminelles s'adonnant au trafic de voitures volées.

Après la chute du communisme, les groupes criminels locaux ont réussi en très peu de temps à occuper des positions clés dans l'économie et l'administration des États. Ils ont ainsi conquis le monopole des activités illicites dans les grandes agglomérations urbaines et ils sont en train de s'internationaliser, dépassant les frontières de leurs marchés nationaux respectifs. Ces groupes entrent en compétition ou nouent des alliances stratégiques avec des groupes étrangers, qui ont étendu à cette partie du monde leurs activités et qui, surtout, ont commencé à y investir des quantités considérables de capitaux illicites.

La transition vers une économie de marché a permis le développement de nouvelles formes de crime organisé.

Le trafic de drogue, l'exploitation de la prostitution, le trafic d'objets d'art, de voitures volées, d'armes et de matériel nucléaire, « formes conventionnelles » de crime organisé où sont impliqués des groupes locaux et étrangers, atteignent parfois, du fait de cette évolution des structures criminelles, une dimension transnationale. La transition vers une économie de marché a par ailleurs permis le développement de nouvelles formes de crime organisé : évasion fiscale, activités illicites liées au processus de privatisation,

pénétration de l'économie légale par des éléments criminels, trafic et exploitation de migrants, extorsion et – la dernière mais pas la moins importante – le recyclage de l'argent sale.

Quant au trafic de drogue, la situation se caractérise dans les pays de l'Europe centrale et orientale par la création de nouvelles voies d'acheminement qui traversent toute la région et la localisation dans certains de ces pays de la production de stupéfiants et leur diffusion au niveau international.

L'embargo sur l'ex-Yougoslavie ayant détourné des Balkans les voies traditionnelles du trafic, les pays de l'Est se sont trouvés au cœur du nouveau réseau de routes utilisées pour le commerce du haschisch, de l'héroïne, et plus récemment de la cocaïne. La Bulgarie, par exemple, se trouve sur l'une de ces nouvelles voies qui, partant du Pakistan et passant par la Turquie, aboutit en Europe de l'Ouest. Différents groupes criminels se partagent, le long de cette route, la gestion du trafic. La drogue est transportée par voie de terre à travers la Bulgarie grâce à la complicité de fonctionnaires des douanes corrompus.

Selon la police, on comptait en Pologne à la moitié de l'année 1994 environ 103 groupes criminels organisés, dont au moins 16 engagés dans la production et le trafic de psychotropes. En 1994-1996 leur nombre est monté à plus de 300, réunissant environ 5 000 membres. Ils n'ont cessé de se spécialiser dans la production de drogues synthétiques, et dans leur exportation. L'industrie des amphétamines est l'entreprise nationale de fabrication de narcotiques la plus élaborée. Si l'on en juge par l'extrême pureté du produit final, les groupes criminels possèdent des laboratoires et des chimistes hautement qualifiés. Ils sont en mesure d'approvisionner en n'importe quel type de drogue les marchés occidentaux, grâce à un réseau d'émigrés polonais (surtout en Allemagne et dans les pays scandinaves) qui servent de relais pour le commerce de gros. On a également découvert des liens entre ces groupes criminels et les cartels colombiens qui utiliseraient des Polonais pour transporter la cocaïne de Pologne en Allemagne.

Le trafic de véhicules volés est, comme celui de la drogue, en nette augmentation. Il est

contrôlé par les mafias russe et ukrainienne, qui se spécialisent toujours davantage dans ce secteur. En Bulgarie le nombre de voitures volées signalées à la police a atteint le chiffre surprenant de 52 000, dont au moins 9 500 pour la seule année 1997. Comme en attestent les informations provenant des services roumains de sécurité, un réseau de groupes criminels roumains, italiens, allemands, polonais et bulgares gère, à l'aide de documents falsifiés, la vente de voitures volées.

Les trafics de migrants et d'armes sont très développés dans la péninsule des Balkans, surtout en Slovénie et en Albanie. Les migrants clandestins sont en majorité aujourd'hui des ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Les groupes slovènes, qui connaissent un haut degré d'organisation, effectuent un partage du travail. La route du trafic est contrôlée surtout par la mafia albanaise, la Sacra Corona Unita italienne et une nouvelle et dangereuse mafia gréco-turco-pakistanaise. La mafia albanaise s'adonne aussi au trafic de drogue. Malgré l'existence de nombreux groupes organisés albanais, une bonne partie des mouvements reste contrôlée par de petits réseaux. La Sacra Corona Unita contrôle sur le territoire italien, outre les trafics de drogues connexes, le travail noir et la répartition des clandestins. Redoutables parce qu'interconnectées, les organisations criminelles grecques, turques et pakistanaïses s'introduisent par la corruption ; elles prennent en charge certaines ethnies (surtout les asiatiques et les kurdes) : privilégiant le transport par mer, elles font des côtes italiennes leur débarcadère et de Malte leur centre de triage.

L'ouverture des frontières vers l'Ouest a beaucoup influé sur le développement exponentiel de toutes ces activités ; les groupes criminels se sont réorganisés pour exploiter au mieux la nouvelle situation et être plus compétitifs au niveau international. La présence des groupes criminels étrangers est, du fait de la multiplication des marchés potentiels et des opportunités d'investissement, de plus en plus manifeste. L'Europe de l'Est est, pour les grandes organisations criminelles internationales, un territoire idéal ; elles y développent leurs trafics en exploitant les lacunes de la législation et l'inefficacité des services de sécurité.

La dissolution de l'Union soviétique et la

libre circulation des personnes ont favorisé l'entrée sur le territoire roumain de ressortissants russes, ukrainiens, moldaves et chinois. La présence étrangère y est particulièrement forte. L'analyse des affaires pénales ayant fait l'objet d'enquêtes policières et où ont été impliqués – soit comme criminels soit comme victimes – des citoyens chinois, révèle que la plupart d'entre eux viennent en Roumanie à des fins illégales ; ils créent des sociétés commerciales qui sont des sociétés-écrans. Les citoyens turcs et arabes, présents surtout dans les grandes villes et organisés en groupes, s'y livrent à tout un éventail de délits : vol, extorsion de fonds et falsification de documents, hold-up, trafic de drogue, homicide commandé.

La Hongrie est, quant à elle, infiltrée par les mafias italienne et russe. La première y recycle, semble-t-il, son argent ; elle s'y livre au trafic de déchets toxiques, de pierres et de métaux précieux, d'antiquités et d'objets d'art. La seconde s'occupe de trafic de drogue, de prostitution, de trafic d'armes et de matériaux nucléaires ; elle y accomplit des contrats et recycle de l'argent.

Sur le territoire de la République tchèque, des réseaux de Russes et d'Ukrainiens œuvrent dans le domaine de la prostitution. Des groupes italiens recyclent de l'argent sale, qu'ils investissent dans le système bancaire et dans les privatisations. Des Yougoslaves sont impliqués dans le trafic d'héroïne et d'armes. On note, enfin, la présence d'organisations bulgares et chinoises.

Le recyclage des profits illicites

La phase de transition vers un système de libre concurrence dans laquelle se trouve l'Europe de l'Est fournit aux criminels une excellente opportunité. De l'industrie au commerce, de la finance à l'immobilier, la criminalité organisée transnationale s'est infiltrée partout, et surtout dans les secteurs de l'économie qui permettent de réaliser les meilleurs profits. Les systèmes économiques de ces pays courent un double risque : investissement de profits illicites dans les systèmes financiers, fuite de capitaux et leur investissement à l'étranger. La non-convertibilité de certaines monnaies nationales, l'in-

certitude de l'économie et le peu de stabilité de certains systèmes bancaires sont des facteurs potentiels d'accroissement du recyclage : l'ouverture des frontières vers l'Europe occidentale et les privatisations en cours attirent l'argent sale. La situation économique précaire fait de ces pays le terrain idéal d'opérations spéculatives sur les taux de change, sur les privatisations d'entreprises publiques ; elle facilite le passage de fonds illicites et les opérations de « stratification » nécessaires pour en dissimuler l'origine.

Des banques aux entreprises financières non bancaires, des privatisations à l'immobilier, les secteurs de l'économie légale utilisés pour les opérations de recyclage sont tous de potentiels *targets* pour les groupes criminels. Dans les pays de l'Union européenne, la directive de 1991 contre le recyclage, qui a défini des mesures précises de protection du système bancaire, a conduit les criminels à investir ailleurs. Il n'en va pas de même dans les pays de l'Europe de l'Est. La législation anti-recyclage présentant, quand elle existe, des lacunes, les banques sont encore profitables aux criminels, elles sont leurs cibles naturelles. De grandes quantités d'argent sale peuvent, sans qu'il y ait de sérieux contrôles, sortir d'un pays pour entrer dans le système bancaire d'un autre pays. Les agences mobilières, les bureaux de change, les concessionnaires automobiles, le marché immobilier, les agences de pari urbain et les loteries sont aussi des secteurs à risque. Mais c'est le secteur des privatisations qui attire le plus les recycleurs, il est une étape dans un parcours long et compliqué, qui passe peut-être par les systèmes financiers de plus d'un pays. C'est, plus simplement, un moyen d'investir des capitaux illicites afin d'en dissimuler l'origine. Surtout en Bulgarie, où les profits illicites sont investis dans des projets de première nécessité. Les tentatives de la *nomenklatura*, constituée par les ex-fonctionnaires et officiers du régime communiste, pour dissimuler ses gains illicites, y entrent pour une part.

L'énorme besoin d'investissements qu'ont ces pays interdit que l'on établisse des contrôles trop sévères sur l'origine des fonds. Il devient, en l'absence de contrôles, très difficile de distinguer les investissements illégaux des investissements légaux. D'où le risque de voir l'argent investi détourné et de voir réduits à néant les efforts faits pour re-

dresser l'économie par l'appel aux capitaux étrangers. Qu'il s'agisse des capitaux venus de l'extérieur ou des entreprises qui en bénéficient, la sphère dans laquelle évoluent les investissements étrangers se réduit en outre aux rapports avec les trafiquants de drogue, d'armes et les autres criminels investissant dans un pays donné.

Les criminels d'Europe centrale et orientale utilisent tous de l'argent liquide.

Les criminels d'Europe centrale et orientale utilisent tous de l'argent liquide, en particulier des devises étrangères. A la différence des pays occidentaux, où les *wire transfers* permettent aux fonds illicites de passer en 24 heures, *via* les ordinateurs, d'une partie à l'autre du monde, l'argent sale est, en Europe de l'Est, recyclé par l'acquisition de biens matériels : automobiles, produits de luxe, biens immobiliers et métaux précieux. Une fois le recyclage effectué, les organisations criminelles disposent de grandes quantités d'argent, qui sert à financer leurs propres activités ou est investi dans le système, avec les gros risques que cela comporte pour l'économie des pays concernés.

La fuite de capitaux vers l'étranger, due généralement au peu de fiabilité des systèmes financiers, est également dommageable pour ces pays. Les capitaux ainsi transférés comportent, soit de l'argent indûment acquis dans le pays même, soit de l'argent qui, y ayant été investi un bref laps de temps, est transféré ailleurs.

Le cas de la Bulgarie est emblématique des problèmes créés par la fuite de capitaux. La forte inflation qu'a connue le pays, jusqu'à la mi-97, a rendu les investissements très risqués. C'est seulement depuis le 1^{er} juillet 1997, que, à la suite des demandes du Fonds Monétaire International, la monnaie nationale bulgare a un cours officiel, en parité avec le mark ; l'inflation, qui ne se décline plus qu'à trois chiffres, devrait sensiblement décroître.

Ce qui favorise la corruption

Dans les pays de l'Europe centrale et orientale et dans les Balkans, la corruption s'est développée avec le crime organisé. Il est des facteurs qui, dans ces pays plus que dans d'autres, en favorisent l'accroissement. En premier lieu l'énorme pouvoir discrétionnaire, lié à leur faible degré de responsabilité, dont jouissent les fonctionnaires et les autorités politiques. Les tâches et les obligations ne pouvant, souvent, être définies avec précision, le fonctionnaire exerce à loisir son pouvoir et favorise certains acteurs. S'y ajoute le fait que, dans ces pays en transition, les salaires des officiers publics sont généralement peu élevés ; et parfois même payés avec beaucoup de retard. Les groupes criminels ont donc, à l'évidence, de plus en plus d'opportunités pour corrompre des fonctionnaires et des officiers publics occupant des positions clés, par exemple les fonctionnaires des douanes et les officiers des forces de l'ordre.

L'infiltration des économies et des administrations par des organisations criminelles est d'autant plus difficile à éviter que les systèmes financiers manquent de transparence : on ne peut donc connaître les véritables bénéficiaires des services ; il est impossible de vérifier les papiers d'identité des clients, et la nature de leurs affaires. Qu'il s'agisse de l'administration publique ou des entreprises privées, nombre de ces pays sont dépourvus de règles de conduite permettant en particulier d'identifier des conflits d'intérêt et d'édicter des règles claires de comportement. Certains États, comme la Slovénie et la Pologne, réglementent la conduite de quelques catégories seulement d'officiers publics, tandis que dans d'autres pays, des secteurs clés de l'administration publique sont dépourvus de toute discipline.

Enfin, le processus de privatisation est un point nodal : les fonctionnaires gouvernementaux en gèrent l'essentiel, décidant souvent à qui et à quel prix vendre les propriétés de l'État. L'entrée dans ce processus des investisseurs étrangers leur a permis d'exploiter leur position, soit qu'ils aient vendu des informations secrètes, soit qu'ils aient fourni contre des prébendes concessions et licences.

Prévenir l'investissement de profits illicites oblige à faire des contrôles ; mais des pro-

cédures trop complexes et bureaucratiques pourraient les rendre excessivement longs. Pour éviter un accroissement du niveau de corruption, il est, en d'autres termes, nécessaire que de nombreux pays de cette région, comme l'Ukraine, engagent le processus de privatisation, que d'autres pays, comme la Bulgarie et la Slovénie, qui l'ont déjà entamé, privatisent rapidement les grandes entreprises. Mais cela ne doit se faire, ni en l'absence de contrôles sur l'origine des capitaux investis, ni avec des contrôles trop sévères, qui pourraient décourager les investissements.

Sabrina AMADOLI
(Traduction : Michel Serceau)

Croatie

A la fin du mois de février, la police croate a arrêté deux chefs de milices croates de Bosnie - Vinko Martinovic alias « Stela » et Mladen Naletilic alias « Tuta » - ainsi qu'une vingtaine de leurs hommes au cours d'une opération dans le Sud de la Bosnie contrôlée par les troupes croates. Ces deux personnages avaient été accusés par les médiateurs occidentaux d'être les leaders de la Mafia qui contrôle la région de Mostar et de s'opposer aux efforts visant à y ramener la paix. Ces arrestations apparaissent comme un tournant dans l'attitude des autorités croates qui jusque-là avaient toléré, sinon protégé, les éléments qui dans l'Ouest de l'Herzégovine sabotaient la normalisation des relations avec les musulmans. Mais des diplomates occidentaux et des musulmans bosniaques se sont montrés sceptiques vis-à-vis de la volonté croate d'en finir avec les mafias. Un officiel occidental a déclaré : « Il s'agit d'un rideau de fumée. Il n'y aura pas de vraie campagne contre la Mafia parce que la communauté internationale ne manifeste aucune volonté politique qu'on le fasse. »

(Libération, Reuter)